

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 10–13 novembre 2014

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2014/8-B/1

15 octobre 2014

ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ÉTAT DE PALESTINE 200709

**Assistance alimentaire en faveur des
populations en situation d'insécurité
alimentaire en Cisjordanie et dans la bande
de Gaza**

Nombre de bénéficiaires	566 940
Durée du projet	2 ans (1 ^{er} janvier 2015–31 décembre 2016)
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	79 079 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Produits alimentaires et coûts connexes	59 380 789
Transferts monétaires et bons, et coûts connexes	54 052 800
Développement et augmentation des capacités	2 449 504
Coût total pour le PAM	145 176 702

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMC: M. M. Diab courriel: mohamed.diab@wfp.org

Directrice de pays: Mme D. Owen courriel: daniela.owen@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale)

RÉSUMÉ

Du fait des taux de pauvreté élevés, des répercussions du conflit récurrent, des prix excessifs et de la précarité de leurs moyens d'existence, un tiers des ménages palestiniens sont exposés à l'insécurité alimentaire.

L'évolution enregistrée en 2012 et en 2013 fait apparaître un clivage en matière de sécurité alimentaire: malgré une amélioration pour de nombreux ménages, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux inquiétants pour un plus grand nombre en 2012 et en 2013. L'insécurité alimentaire touche 57 pour cent des ménages dans la bande de Gaza et 19 pour cent en Cisjordanie. Les restrictions entravant les échanges commerciaux et l'accès aux ressources dans ces deux régions – où le blocus en est maintenant à sa huitième année – conjuguées aux répercussions des troubles civils et du conflit, en particulier dans la bande de Gaza, sont un obstacle au redressement et à la croissance durables de l'économie palestinienne.

Les 1,6 million de Palestiniens en situation d'insécurité alimentaire qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins essentiels sont assistés par l'Autorité palestinienne, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui apporte une aide aux réfugiés, et le PAM, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui s'occupe des non-réfugiés.

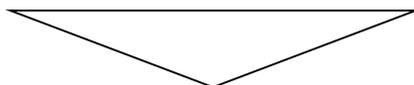
La présente intervention prolongée de secours et de redressement a pour objet de faire face à la crise qu'a connue récemment la bande de Gaza; elle regroupe les opérations en cours en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en vue de répondre de manière cohérente aux besoins humanitaires urgents et de favoriser le redressement rapide ainsi que la sécurité alimentaire durable et à long terme des non-réfugiés; à cet effet, elle vise à:

- couvrir les besoins alimentaires urgents, améliorer la consommation alimentaire et la diversité de l'alimentation et renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des personnes en situation d'insécurité alimentaire, dans le cadre du programme national de protection sociale;
- favoriser un redressement rapide, réduire les risques de catastrophes et renforcer la résilience, moyennant la mise en œuvre d'activités assorties de conditions avec les partenaires et le Gouvernement;
- soutenir le programme d'alimentation scolaire et l'intégrer au dispositif national de protection sociale; et
- renforcer les capacités du Gouvernement.

Les dispositions prises complètent les programmes d'assistance à grande échelle en cours, garantissant un impact plus fort et une plus grande souplesse, pour ce qui est de répondre à des besoins divers et de jeter les bases en vue d'améliorer la résilience à l'avenir.

Le présent projet répond aux besoins de redressement rapide qui découlent du conflit de 2014 dans la bande de Gaza. Une fois la situation stabilisée, le PAM fera le point et modifiera éventuellement le ciblage des bénéficiaires. Une demande de révision budgétaire sera présentée, le cas échéant.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement État de Palestine 200709 "Assistance alimentaire en faveur des populations en situation d'insécurité alimentaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza" (WFP/EB.2/2014/8-B/1), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte

1. L'État de Palestine est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élevait à 2 900 dollars en 2013. Le coût de la vie est lié à celui d'Israël, où le PIB par habitant est de 33 300 dollars.¹ En Palestine, l'activité économique est tributaire du soutien extérieur. La séparation politique, économique et géographique entre la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza a provoqué une contraction des marchés et réduit les possibilités d'emploi.
2. En Cisjordanie, 60 pour cent des terres, qui comprennent 85 pour cent des pâturages et les zones agricoles les plus riches, restent sous contrôle israélien, et les restrictions importantes imposées aux déplacements entravent l'accès aux services publics et aux terres productives.
3. Dans la bande de Gaza, la population croît rapidement et reste à la merci du conflit et de ses conséquences, ainsi que du blocus terrestre, aérien et maritime qui a fortement limité l'entrée de marchandises et mis pratiquement fin aux exportations, entraînant l'effondrement progressif de tous les principaux secteurs de production et de fortes hausses du chômage et des prix des denrées alimentaires.
4. La présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) regroupe en une seule opération les précédentes activités relatives aux secours, au redressement et aux premiers stades du développement. Elle part du principe que les restrictions continueront de dégrader les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations.

La situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

5. L'insécurité alimentaire en Palestine reflète un problème d'accès économique aux vivres, du fait du conflit permanent, des restrictions sur les déplacements, les échanges commerciaux et les investissements, des taux élevés de chômage², de la dégradation des infrastructures agricoles, de la confiscation des terres, de l'accès limité à la terre et à l'eau, et de la fragilité du dispositif gouvernemental de protection sociale. Les taux d'émaciation et de retard de croissance restent acceptables, en deçà des seuils fixés par l'Organisation mondiale de la santé. Néanmoins, il existe de graves problèmes d'anémie et de surpoids/obésité parmi les enfants et les femmes enceintes³.
6. L'enquête annuelle sur la situation socio-économique et la sécurité alimentaire conduite en 2013 par le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Bureau central palestinien des statistiques a mis en évidence des niveaux très élevés d'insécurité alimentaire: un tiers des ménages, soit

¹ Bureau central palestinien des statistiques. 2014. *The Preliminary Estimates of Quarterly National Accounts, Fourth Quarter, 2013*. (Estimations préliminaires des comptes nationaux trimestriels, quatrième trimestre de 2013). Mars. Disponible à l'adresse: http://www.pcbs.gov.ps/pcbs_2012/Pressen.aspx?CatId=18.

² Banque mondiale. 2013. *Fiscal Challenges and Long Term Economic Costs*. (Difficultés financières et coûts économiques à long terme) Washington.

³ Ministère de la santé. 2012. *National Nutrition Surveillance Report 2012*. (Rapport de surveillance nutritionnelle au niveau national, 2012). Ramallah. L'anémie touche 54,2 pour cent des enfants âgés de 12 à 15 mois et 35,8 pour cent des femmes enceintes dans la bande de Gaza; 18,7 pour cent des écoliers sont en surpoids (indice de masse corporelle), ainsi que 32,8 pour cent des femmes enceintes; 6,3 pour cent des enfants âgés de 12 à 15 mois et 5,8 pour cent des écoliers souffrent de retard de croissance.

1,6 million de personnes, sont concernés (57 pour cent dans la bande de Gaza et 19 pour cent en Cisjordanie).

7. Les femmes jouent traditionnellement un rôle important dans la gestion des vivres au niveau du ménage, car ce sont elles qui préparent les repas et influent sur les modes de consommation alimentaire tandis qu'en règle générale, les hommes sont censés apporter les revenus nécessaires. Cette situation a une incidence notable sur les opérations du PAM, dans la mesure où l'on constate que les tensions au sein de la famille sont atténuées si l'assistance est apportée aux hommes⁴. En 2011, 17 pour cent des femmes faisaient partie de la population active et, parmi celles-ci, 22 pour cent travaillaient dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Les femmes ne participant pas à l'activité économique sont généralement des ménagères et/ou des étudiantes. Le faible taux d'activité des femmes est peut-être dû au contexte social local, à l'importance de la fonction de mère de famille, et à la crainte de voir les emplois des hommes menacés si les femmes étaient plus nombreuses à exercer une activité⁵. Cette situation incite à réserver aux hommes une grande partie des possibilités de formation et certaines professions.

Éducation

8. Des progrès notables ont été accomplis dans le secteur de l'éducation. Le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 à 24 ans était de 99,2 pour cent en 2012, et les taux d'abandon, de 0,9 pour cent pour l'éducation de base et de 3,2 pour cent dans l'enseignement secondaire en 2010-2012. La parité entre les sexes est pratiquement atteinte dans l'enseignement primaire et secondaire.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

9. Les politiques nationales du Gouvernement ont pour objectif: d'assurer la protection sociale indispensable; de maintenir un accès satisfaisant à l'éducation, de lutter contre la pauvreté et de protéger les groupes vulnérables; de créer des possibilités de développement économique pour les femmes et les jeunes; et de favoriser la croissance économique et agricole⁶. Le dispositif de protection sociale palestinien est l'un des meilleurs du Moyen-Orient, mais les besoins dépassent largement les ressources financières.

Politiques, capacités et actions des autres intervenants importants

10. L'assistance alimentaire, qui s'appuie sur les évaluations annuelles de la sécurité alimentaire et les mécanismes communs de ciblage, est mise en œuvre par le PAM pour les non-réfugiés et par l'UNRWA pour les réfugiés. L'UNRWA apporte une aide alimentaire, assure des activités Vivres contre travail et des services sociaux, et offre des possibilités d'emploi. Une multitude d'intervenants locaux et internationaux, ainsi que d'autres

⁴ PAM. 2012. *Implications of cash and voucher transfers on beneficiaries' protection, gender relations and social dynamics: Case study of WFP assistance in the occupied Palestinian territory*. Avril-mai (non publié).

⁵ Équipe de pays des Nations Unies. 2012. *United Nations Development Assistance Framework in the occupied Palestinian territory comprehensive analysis*. (Novembre). Jérusalem.

⁶ Autorité nationale palestinienne. 2011. *National Development Plan 2011-13: Establishing the State, Building our Future*. Ramallah.

organismes des Nations Unies, apportent une aide alimentaire et un appui aux moyens d'existence.

Coordination

11. Le PAM et la FAO assurent conjointement la coordination des actions en faveur de la sécurité alimentaire⁷, conformément à la ligne de conduite des Nations Unies, qui vise à rendre les populations palestiniennes plus autonomes, à renforcer les bases sociales, économiques et institutionnelles de l'État, à répondre aux besoins en matière de développement, à favoriser la croissance économique, et à défendre les droits fondamentaux et l'égalité entre les sexes⁸.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

12. Les objectifs de l'IPSR concordent avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2014–2016, les Objectifs stratégiques 1 à 3 du PAM⁹, la stratégie du PAM pour le pays 2014–2016, le Plan national de développement 2014–2016, les Objectifs 1 à 4 du Défi Faim zéro; et les Objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2 et 4¹⁰. Ils consistent à:
- satisfaire les besoins alimentaires, améliorer la consommation alimentaire et diversifier l'alimentation des populations non réfugiées les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire (Objectifs stratégiques 1 et 2);
 - réduire le risque de catastrophe et renforcer la capacité de résistance aux chocs climatiques et économiques et au conflit, moyennant une assistance alimentaire pour la création d'avoirs/la formation/le développement des capacités (Objectif stratégique 3);
 - prêter appui aux ménages démunis, afin de favoriser la scolarisation (Objectif stratégique 2); et
 - renforcer les capacités du Gouvernement conformément à son plan de création d'un État, moyennant la préparation aux situations d'urgence (Objectif stratégique 1), un appui au dispositif national de protection sociale (Objectif stratégique 2) et l'utilisation du pouvoir d'achat du PAM pour soutenir l'activité économique (Objectif stratégique 3).

⁷ Avec l'appui de l'opération spéciale 200560 "Strengthening the Food Security Coordination Platform in the State of Palestine" (Renforcer la plateforme de coordination de la sécurité alimentaire dans l'État de Palestine).

⁸ Équipe de pays des Nations Unies. 2010. *Integrated Strategic Framework for the Occupied Palestinian Territory*. (Cadre stratégique intégré pour le territoire palestinien occupé). Jérusalem.

⁹ Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence; Objectif stratégique 2 – Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans les milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence; Objectif stratégique 3 – Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

¹⁰ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1- Éliminer l'extrême pauvreté et la faim; 2– Assurer l'éducation primaire pour tous; 4– Réduire la mortalité infantile.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

13. Tous les programmes menés par le PAM en Palestine sont planifiés en concertation avec le Gouvernement et dans le cadre des stratégies et plans nationaux. Le PAM favorise la sécurité alimentaire et soutient les moyens d'existence depuis 2002, assure des activités d'alimentation scolaire depuis 2007, et prête son appui aux communautés d'éleveurs et de Bédouins, en collaboration avec l'UNRWA, depuis 2009.
14. Le programme de distribution de bons en milieu urbain, mis en place pour faire face à la flambée des prix des denrées alimentaires en 2009, a été étendu par la suite. Les bons ont été intégrés au programme national de protection sociale en 2011. En 2013, des modalités d'assistance associant vivres et bons ont été adoptées dans la bande de Gaza¹¹, et le PAM a mis en place un système de bons contre travail ou pour la formation en Cisjordanie, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, afin de favoriser la capacité de résistance et la protection de l'environnement.

Grands axes de la stratégie

15. L'IPSR comprend des activités de secours et de redressement, qui devraient aider le Gouvernement à suivre une démarche novatrice en articulant les dispositifs de sécurité alimentaire et la production locale, de manière à soutenir l'économie grâce aux achats de produits alimentaires sur place.
16. Les bons sont la modalité d'assistance préférée en raison de leur efficacité, de leur effet multiplicateur sur l'économie locale, et de leur impact bénéfique sur la consommation alimentaire et la diversité de l'alimentation des ménages. Chaque dollar versé par le biais d'un bon permet aux magasins d'augmenter leur chiffre d'affaires de 0,62 dollar et d'engranger un revenu supplémentaire de 2,60 dollars¹². Dans les commerces participants, on compte en outre un emploi créé pour 66 ménages bénéficiaires¹³.
17. Les activités de création d'avoirs et de formation renforcent les chaînes de valeur et aident les agriculteurs, favorisent la remise en état des infrastructures et le développement des équipements collectifs, proposent des formations axées sur les moyens d'existence, améliorent l'environnement et permettent de lutter contre la désertification.
18. Dans le cadre de ses activités d'alimentation scolaire, le PAM donnera la priorité au renforcement des capacités et au transfert de responsabilités. L'alimentation scolaire permet de remédier à court terme à la faim des enfants, qui, ne prennent souvent pas de petit déjeuner

¹¹ PAM et Oxfam Grande-Bretagne. 2012. *Cash Voucher Programme. Review of voucher assistance as a safety-net transfer modality in the Gaza Strip*. State of Palestine. Disponible à l'adresse <http://www.alnap.org/resource/8766>.

¹² PAM. 2010. *Cash and Vouchers Cost-Effectiveness Review*. (Examen du rapport coût-efficacité des transferts monétaires et des bons). Mai. Rome.

¹³ PAM et Oxfam Grande-Bretagne. 2011. *The Voucher Programme in the Gaza Strip. Mid-Term Review*. (Le programme de bons dans la bande de Gaza. Examen à mi-parcours). Mars. Disponible à l'adresse <http://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/5866E4B993029EA385257A0E004C9E5B>; Commission européenne. Juin 2013. *Impact Evaluation of the European Union Contribution to the Palestinian Cash Transfer Programme in the Framework of the PEGASE Programme of Support to Vulnerable Families*. Rapport disponible à l'adresse http://www.itcoop-jer.org/sites/default/files/images/projects/docs/PEGASE_Final%20Report.pdf.

avant d'aller à l'école, d'accroître la concentration des élèves et de favoriser la scolarisation et l'assiduité.

19. Conformément à la politique générale d'enrichissement des aliments menée par le Gouvernement, le PAM enrichit toutes les denrées qu'il distribue, afin de compléter les campagnes nationales de lutte contre les carences en micronutriments chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Le PAM et ses partenaires s'appuient sur les structures interorganisations pour lutter contre l'anémie et l'obésité, par le renforcement des capacités et l'adoption de modes de vie sains au moyen d'interventions ciblant les femmes, considérées comme les agents du changement au sein des ménages.
20. Les partenariats et les liens établis avec les programmes destinés aux jeunes et aux femmes, comme la formation professionnelle et la mise au point de produits alimentaires dans le cadre d'activités assorties de conditions, favorisent la participation des femmes et l'intégration de la problématique hommes-femmes tout au long du cycle d'exécution, et garantissent la prise en compte de la sécurité et de la protection des bénéficiaires dans tous les programmes.

Stratégie de transfert des responsabilités

21. En vertu de son accord-cadre avec le Ministère du plan, le PAM apporte un appui axé sur les capacités en vue d'atteindre les objectifs nationaux. Le transfert des responsabilités relatives aux activités de l'IPSR ne sera possible que si la situation s'améliore sur le plan politique, économique et de la sécurité. Le PAM appuie: l'évaluation et le suivi de la sécurité alimentaire nationale; la conception de vastes programmes de protection sociale comprenant notamment des activités Vivres pour l'éducation; le ciblage; le suivi et l'évaluation; et la préparation aux situations d'urgence. Le PAM se préoccupe avant tout d'aider le Gouvernement à remédier aux causes profondes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

22. Le ciblage sera effectué en fonction des besoins, en utilisant les scores de consommation alimentaire et les taux de pauvreté pour évaluer indirectement les ressources des ménages¹⁴. Le PAM fera en sorte que 50 pour cent des participants à l'ensemble des activités soient des femmes, compte tenu des rôles dévolus à chacun des deux sexes dans la société palestinienne et des répercussions sur la stabilité au sein du ménage. Les points de distribution et les commerces acceptant les bons seront situés dans des zones facilement accessibles aux ménages dirigés par une femme, afin de réduire les risques pour la sécurité; les cartes d'alimentation seront établies autant que possible au nom des femmes.

¹⁴ Une formule fondée sur l'évaluation des dépenses du ménage permet de déterminer si une personne a droit ou non à une assistance. En Palestine, le Ministère des affaires sociales, la Banque mondiale, l'Union européenne et le PAM utilisent une formule unique d'évaluation indirecte des ressources pour cibler les bénéficiaires du dispositif de protection sociale.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ

Activité	Zone	Janvier 2015–décembre 2015			Janvier 2016–décembre 2016		
		Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total partiel	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total partiel
Assistance alimentaire générale (AAG): vivres	Cisjordanie	71 298	76 702	148 000	71 298	76 702	148 000
	Bande de Gaza	73 942	71 058	145 000	70 328	67 672	138 000
AAG: bons	Cisjordanie	46 670	45 330	92 000	46 670	45 330	92 000
	Bande de Gaza	35 051	32 949	68 000	38 659	36 341	75 000
AAG: vivres et bons	Bande de Gaza	2 659	2 341	5 000	-	-	-
AAG/alimentation collective: vivres	Cisjordanie	3 363	3 637	7 000	3 363	3 637	7 000
	Bande de Gaza	2 103	1 897	4 000	2 103	1 897	4 000
AAG/alimentation collective: bons	Cisjordanie	1 441	1 559	3 000	1 441	1 559	3 000
Alimentation scolaire	Cisjordanie	29 497	28 503	58 000	29 497	28 503	58 000
	Bande de Gaza	26 197	26 803	53 000	26 197	26 803	53 000
Création d'avoirs/ formation: bons	Cisjordanie	5 044	4 956	10 000	5 044	4 956	10 000
	Bande de Gaza	2 659	2 341	5 000	5 317	4 683	10 000
TOTAL		284 431	282 509	566 940*	284 424	282 516	566 940*

* Le nombre des bénéficiaires de l'alimentation scolaire et des autres programmes qui feraient l'objet d'un double comptage est estimé à 17 pour cent des effectifs en Cisjordanie et à 40 pour cent dans la bande de Gaza. En 2016, le nombre total de bénéficiaires sera de 566 940 en excluant ce double comptage, et de 610 000 en l'incluant; 188 000 bénéficiaires recevront des bons.

23. L'assistance alimentaire générale (AAG) sera destinée aux ménages vivant sous le seuil de pauvreté extrême¹⁵, dont les scores de consommation alimentaire sont insuffisants ou à peine suffisants et qui ne bénéficient pas des prestations monétaires du dispositif national de protection sociale. La priorité sera donnée aux groupes vulnérables exposés à l'insécurité alimentaire: les personnes âgées et les malades chroniques, les familles comptant des personnes handicapées, et les ménages dirigés par une femme. Il est tenu compte du fait que les ménages dirigés par une femme représentent moins de 10 pour cent de l'ensemble des ménages, et que 36 pour cent de ces derniers sont en situation d'insécurité alimentaire. Les quatre modalités suivantes seront appliquées pour l'AAG.
24. *Vivres*. Les localités rurales ou isolées de Cisjordanie, où il n'existe pas de marchés qui fonctionnent bien ni de couverture suffisante pour la téléphonie mobile, recevront des vivres. Dans la bande de Gaza, des vivres seront fournis aux ménages vivant sous le seuil de pauvreté extrême, dont les scores de consommation alimentaire sont à peine suffisants, voire insuffisants, et qui font face à des déficits de consommation.

¹⁵ On utilisera une formule d'évaluation indirecte des ressources pour sélectionner les bénéficiaires de l'AAG sans condition et des programmes Assistance alimentaire pour la création d'avoirs ou pour la formation assortis de conditions.

25. *Bons*. Des bons d'alimentation électroniques seront remis aux ménages dont les scores de consommation alimentaire sont insuffisants, afin d'améliorer l'apport en protéines, dans les zones urbaines ou semi-urbaines où les marchés fonctionnent correctement, où la couverture de téléphonie mobile est suffisante et où les populations ont largement recours aux achats de pain et de produits laitiers.
26. *Vivres et bons*. Le PAM sélectionnera les ménages extrêmement pauvres qui disposent de peu de ressources pour remédier à leurs déficits de consommation et leurs carences alimentaires, et qui ne peuvent pas couvrir leurs besoins en calories ni diversifier leur alimentation. Cette modalité mixte sera évaluée en 2014 et élargie ou abandonnée, selon qu'il conviendra.
27. *Alimentation collective*. Les institutions relevant du dispositif national de protection sociale dans les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire recevront des vivres ou des bons, selon la demande exprimée par le Gouvernement et en fonction des caractéristiques de chaque institution et de sa capacité à fournir des repas sur place.
28. *L'assistance alimentaire pour la création d'avoirs ou pour la formation* sera destinée aux travailleurs sans qualification, aux femmes, aux jeunes et aux agriculteurs pauvres qui vivent sous le seuil de pauvreté national; des bons leurs seront distribués dans le cadre des activités visant à favoriser le redressement rapide et à rétablir les moyens d'existence fragilisés par les chocs.
29. *Le programme d'alimentation scolaire* privilégiera les établissements situés dans les poches de pauvreté et d'insécurité alimentaire de Cisjordanie et de la bande de Gaza, et dans les écoles qui participent au Programme des Nations Unies en faveur de l'éducation pour tous.

CONSIDÉRATIONS NUTRITIONNELLES ET RATIONS/VALEUR DES TRANSFERTS DE BONS

30. Les rations sont conformes aux directives nutritionnelles du PAM, aux normes nationales et au régime alimentaire local. Les bénéficiaires de l'assistance alimentaire générale recevront de la farine de blé enrichie, des légumes secs, de l'huile végétale enrichie et du sel iodé, qui couvriront 60 pour cent de leurs besoins énergétiques journaliers.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES ET TRANSFERTS, PAR ACTIVITÉ (en grammes/ personne/jour)							
	AAG: vivres	AAG: bons	AAG: vivres et bons	AAG/ alimenta- tion collective: vivres	AAG/ alimenta- tion collective: bons	Alimenta- tion scolaire	Création d'avares/ formation: bons
Farine de blé enrichie	300	–	300	300	–	–	–
Pois chiches	15	–	–	15	–	–	–
Lentilles	10	–	–	10	–	–	–
Huile végétale	15	–	–	15	–	–	–
Sel iodé	5	–	–	5	–	–	–
Biscuits	–	–	–	–	–	40	–
Lait UHT	–	–	–	–	–	154	–
Bons (dollars/personne/mois)	–	10,30	6,90	–	10,30	–	13,80* 15,40**
Total (grammes/jour)	345	–	300	345	–	194	–
Total kcal/jour	1 271	–	–	1 271	–	272,4	–
% de kcal d'origine protéique	12,7	–	–	12,7	–	18	–
% de kcal d'origine lipidique	14,5	–	–	14,5	–	22,7	–
Nombre de jours d'alimentation par an	365	365	365	365	365	240	365

* Bande de Gaza.

** Cisjordanie.

31. Les bons peuvent être échangés contre des denrées produites localement, que le comité de projet passe régulièrement en revue¹⁶.
32. La valeur du bon distribué sans condition est alignée sur celle de la ration alimentaire, ce qui permet si nécessaire de changer de modalité d'assistance. La valeur des bons liés à un travail est calculée d'après le salaire minimum journalier national.

¹⁶ Actuellement, les denrées distribuées sont les suivantes: pain, produits laitiers, légumes secs (haricots, pois chiches et pois), huile végétale, huile d'olive, sel iodé, œufs, sous-produits des céréales (blé concassé et bulgur), pâte de sésame et poisson en conserve.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS MONÉTAIRES ET BONS, PAR ACTIVITÉ (en tonnes/dollars)							
	AAG: vivres	AAG: bons	AAG: vivres et bons	AAG/ alimentation collective: vivres et bons	Alimenta- tion scolaire	Création d'avoires/ formation: bons	Total
Farine de blé	62 532	–	540	2 376	–	–	65 448
Pois chiches	3 127	–	–	119	–	–	3 245
Lentilles	2 084	–	–	79	–	–	2 164
Huile végétale	3 127	–	–	119	–	–	3 245
Sel iodé	1 042	–	–	40	–	–	1 082
Biscuits	–	–	–	–	746	–	746
Lait UHT	–	–	–	–	3 148	–	3 148
Total produits alimentaires	71 912	–	540	2 733	3 894	–	79 079
Bons (en dollars)	–	40 417 200	414 000	741 600	–	6 180 000	47 752 800

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Participation

33. Les activités, les modalités de distribution et les rations du PAM sont mises au point en concertation avec les groupes de travail sectoriels, les ministères, les organisations communautaires et les groupes de bénéficiaires. Le PAM fait en sorte que les comités de projet ayant un pouvoir décisionnel comportent 50 pour cent de femmes.

Partenaires et capacités

34. Aux fins de la mise en place d'un dispositif national de protection sociale intégré et avec la coordination du Ministère du plan, le PAM renforcera les capacités des ministères dans les domaines suivants: analyse des besoins, ciblage, et suivi et évaluation.

35. Les rations alimentaires de l'AAG seront distribuées en collaboration avec le Ministère des affaires sociales, Global Communities et l'UNRWA.

36. S'agissant des bons distribués dans le cadre de l'AAG, les partenaires sont notamment le Ministère des affaires sociales, Global Communities et Oxfam Grande-Bretagne. Les liens établis avec le Ministère de l'économie nationale renforcent les chaînes de valeur locales.

37. L'AAG associant vivres et bons sera mise en œuvre en collaboration avec Global Communities et Oxfam Grande-Bretagne; les ménages recevront de la farine de blé et un bon d'alimentation.

38. Les activités d'alimentation scolaire, qui seront mises en œuvre en partenariat avec le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, sont associées à des mesures de sensibilisation aux modes de vie sains.

39. L'assistance alimentaire pour la création d'avoirs ou pour la formation sera mise en œuvre en collaboration avec les ministères, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Les activités seront choisies avec les parties prenantes, en fonction des priorités du Ministère de l'agriculture.
40. Le PAM aidera à réduire les risques de catastrophe, notamment en renforçant les capacités de la Défense civile palestinienne grâce à une meilleure préparation aux situations d'urgence sur le plan institutionnel, des campagnes de sensibilisation, une plateforme de gestion de l'information et la formation de volontaires, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et l'UNRWA.

Achats

41. Selon les principes directeurs de l'organisation, la stratégie du PAM pour la Palestine soutient la production et les structures commerciales locales. Le sel, le lait, les biscuits et une partie de la farine de blé seront achetés sur place; l'huile végétale et les légumes secs seront achetés sur les marchés régionaux et internationaux.
42. En cas de pénurie de fonds, le PAM pourrait réduire les rations alimentaires, en supprimant certains articles de l'assortiment, et diminuer la valeur des bons.

Logistique

43. Les articles achetés sur les marchés internationaux arrivent aux ports d'Ashdod et d'Haïfa. Les conteneurs destinés à la bande de Gaza doivent être reconditionnés, afin de satisfaire à la réglementation locale en matière de sécurité. Avec ses partenaires, le PAM a le choix entre plusieurs options pour l'entreposage, notamment dans des ports israéliens, et dans la bande de Gaza, à Jérusalem et en Cisjordanie.

Modalités de distribution

44. Les bénéficiaires de l'AAG seront avertis des dates de distribution plusieurs jours avant le début de chaque cycle de distribution. Les bons électroniques pourront être échangés dans les commerces sélectionnés pendant tout le mois. Les rations de l'alimentation scolaire seront livrées aux écoles par les fournisseurs, une fois par semaine, et distribuées par le personnel de l'école chaque jour de classe. Dans le cas de l'alimentation collective, les repas seront préparés dans la cuisine de chaque institution.

Intrants non alimentaires

45. Il est indispensable de maintenir le financement des intrants agricoles non alimentaires, tels que les jeunes plants, les outils et les citernes, pour garantir que l'assistance reposant sur le travail et la formation donnera de bons résultats.

SUIVI DE L'EXÉCUTION

46. Le système de suivi et d'évaluation, qui a fait ses preuves, prévoit le suivi des effets directs, des produits et des processus, avec une mise à jour régulière. Les données en temps réel et le retour d'informations permettent de prendre immédiatement des mesures correctives. Dans la mesure du possible, les données sur les distributions aux bénéficiaires et sur tous les produits sont ventilées par sexe et par âge. Les effets indirects du programme de bons sur l'économie locale sont évalués chaque année.

GESTION DES RISQUES

47. Les principaux risques sont la violence et les catastrophes naturelles, qui bouleversent les moyens d'existence. Parmi les autres risques figurent: un financement insuffisant de la part des donateurs; les restrictions imposées par les donateurs à l'utilisation des fonds; les fluctuations des coûts des denrées alimentaires et du transport; et les risques d'enlèvement et de dommages indirects causés par des tirs de roquettes ou de mortier et des frappes aériennes dans la bande de Gaza. Le bureau de pays du PAM a mis en application le programme institutionnel de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et il centre ses efforts sur: la planification des interventions d'urgence; la réévaluation; le suivi et l'atténuation des risques; l'amélioration des communications et de la formation; et l'intégration des besoins des bénéficiaires en matière de protection dans la conception et l'exécution des programmes. L'établissement de liens solides avec les donateurs est privilégié, et un bulletin mensuel diffuse des alertes rapides fondées sur le suivi des risques politiques, économiques, environnementaux et naturels. Tous les bureaux, entrepôts et véhicules du PAM satisfont aux normes minimales de sécurité opérationnelle et aux normes minimales de sécurité des télécommunications.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	65 448	28 390 850	
Légumes secs	5 409	3 365 254	
Huile et matières grasses	3 246	3 786 715	
Aliments composés et mélanges	746	1 193 984	
Autres	4 230	4 887 446	
Total, produits alimentaires	79 079	41 624 074	
Transport extérieur		3 934 823	
Transport terrestre, entreposage et manutention		9 929 467	
Autres coûts opérationnels directs		3 892 425	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		59 380 789	59 380 789
Espèces et bons		47 752 800	
Coûts connexes		6 300 000	
Espèces et bons, et coûts connexes		54 052 800	54 052 800
Développement et augmentation des capacités		2 449 504	2 449 504
Coûts opérationnels directs			115 883 093
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			19 796 068
Total des coûts directs du projet			135 679 160
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			9 497 541
COÛT TOTAL POUR LE PAM			145 176 702

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	4 275 468
Agents des services généraux	9 764 800
Total partiel	14 040 268
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	875 000
Sécurité	770 000
Voyages et transport	1 216 800
Études préalables, évaluations et suivi ¹	538 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	19 796 068

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p> <p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Nombre d'hommes membres de comités de gestion des vivres ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons.</p>	<p>Des fonds sont disponibles pour financer les interventions ciblées.</p>
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p>	<p>Le nombre de points de distribution est suffisant. Le personnel des partenaires a les compétences voulues pour gérer les distributions.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance informés au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p>	
<p>Partenariats</p> <p>Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p> <p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p> <p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p>	<p>Des partenaires compétents sont disponibles et sont en mesure de travailler.</p>
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence		
<p>Effet direct 1.1</p> <p>Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance</p>	<p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p>	<p>La situation politique et les conditions de sécurité s'améliorent.</p> <p>Les bénéficiaires utilisent les espèces économisées grâce à l'assistance sous forme de vivres et de bons pour acheter des aliments d'appoint nutritifs.</p>
<p>Effet direct 1.2</p> <p>Aptitude des institutions nationales, des entités régionales et des organismes humanitaires à se préparer aux situations d'urgence, à les évaluer et à y faire face</p>	<p>Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention</p>	<p>La situation politique est relativement stable.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 1.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Valeur totale des bons distribués (bons d'alimentation/bons d'achat) aux bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage de la valeur prévue</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p>	<p>La population ciblée participe au recensement, à la planification, à la mise en œuvre et à la gestion des activités.</p> <p>Les partenaires disposent d'effectifs suffisants et honorent leurs engagements.</p> <p>L'accès aux points de distribution est sécurisé.</p> <p>Il n'y a pas de rupture d'approvisionnement et des vivres sont disponibles en quantité suffisante dans les magasins.</p> <p>Le PAM et les partenaires respectent les accords de partenariat sur le terrain.</p> <p>L'insécurité n'a pas d'incidence sur les commerçants ni sur les bénéficiaires.</p> <p>Les prix des denrées et du carburant restent stables.</p>
<p>Produit 1.2 Capacité de gestion des situations d'urgence mise en place et/ou soutenue</p>	<p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p> <p>Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation</p>	<p>La défense civile palestinienne coopère pleinement.</p>
<p>Objectif stratégique 2: Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence</p>		
<p>Effet direct 2.1 Obtention ou maintien pendant la période couverte par l'assistance d'une consommation alimentaire adéquate parmi les ménages ciblés</p>	<p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p>	<p>La situation politique et les conditions de sécurité s'améliorent.</p> <p>Les bénéficiaires utilisent les espèces économisées grâce à l'assistance sous forme de vivres ou de bons pour acheter des aliments d'appoint nutritifs.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant	
Effet direct 2.2 Amélioration de l'accès aux avoirs et aux services de base, y compris les infrastructures communautaires et commerciales	Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM	La situation politique et les conditions de sécurité restent stables. La crise des finances publiques se résorbe; les fonctionnaires touchent leur plein traitement. Les crédits budgétaires alloués à l'éducation sont suffisants et disponibles en temps opportun.
Effet direct 2.3 Développement de la capacité à répondre aux besoins liés à l'insécurité alimentaire dans le pays	Indice de capacité nationale: programmes en faveur de la résilience	La situation politique est relativement stable. Les pouvoirs publics mettent en place un système de suivi et d'évaluation et intègrent dans leurs critères de ciblage les scores de consommation alimentaire.
Produit 2.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés	Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue Valeur totale des bons distribués (bons d'alimentation/bons d'achat) aux bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage de la valeur prévue Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu	La population ciblée participe au recensement, à la planification, à la mise en œuvre et à la gestion des activités. Les partenaires disposent d'effectifs suffisants et honorent leurs engagements. L'accès aux points de distribution est sécurisé. Il n'y a pas de rupture d'approvisionnement et des vivres sont disponibles en quantité suffisante dans les magasins. Le PAM et les partenaires respectent les accords de partenariat sur le terrain. L'insécurité n'a pas d'incidence sur les commerçants ni sur les bénéficiaires. Les prix des denrées et du carburant restent stables.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 2.2 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p>	<p>Il n'y a pas de rupture d'approvisionnement. Les écoles fonctionnent normalement.</p>
<p>Produit 2.3 Systèmes nationaux de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition renforcés</p>	<p>Nombre de rapports de suivi/surveillance sur la sécurité alimentaire et la nutrition établis avec l'aide du PAM</p> <p>Nombre d'homologues gouvernementaux formés à la collecte et à l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle</p>	<p>Les agents techniques gouvernementaux participent.</p>
<p>Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels</p>		
<p>Effet direct 3.1 Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance</p>	<p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p>	<p>La situation politique et les conditions de sécurité restent stables.</p> <p>Les bénéficiaires utilisent les espèces économisées grâce à l'assistance sous forme de vivres et de bons pour acheter des aliments d'appoint nutritifs.</p> <p>Les bouclages ne se multiplient pas.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Indice des stratégies de survie (épousement des avoirs): indice des stratégies de survie (moyenne)</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): indice des stratégies de survie (moyenne)</p> <p>Indice des stratégies de survie: indice des stratégies de survie (moyenne)</p>	
<p>Effet direct 3.2</p> <p>Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local</p>	<p>Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays</p> <p>Proportion d'aliments enrichis achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays</p>	<p>Les prix sont globalement compétitifs au niveau régional et national.</p>
<p>Produit 3.1</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Valeur totale des bons distribués (bons d'alimentation/bons d'achat) aux bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage de la valeur prévue</p>	<p>La population ciblée participe au recensement, à la planification, à la mise en œuvre et à la gestion des activités.</p> <p>Les partenaires disposent d'effectifs suffisants et honorent leurs engagements.</p> <p>L'accès aux points de distribution est sécurisé.</p> <p>Il n'y a pas de rupture d'approvisionnement et des vivres sont disponibles en quantité suffisante dans les magasins.</p> <p>Le PAM et les partenaires respectent les accords de partenariat sur le terrain.</p> <p>L'insécurité n'a pas d'incidence sur les commerçants ni sur les bénéficiaires.</p> <p>Les prix des denrées et du carburant restent stables.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.2 Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	<p>Matières premières et outils sont accessibles dans les zones ciblées. Les communautés participent à l'entretien des avoirs créés. Des formateurs qualifiés sont disponibles.</p>
<p>Produit 3.3 Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Quantité de produits alimentaires achetés localement dans le cadre du système d'achats locaux et régionaux (en tonnes)</p>	<p>Des produits alimentaires de qualité sont disponibles localement en quantité suffisante.</p>

ANNEXE III

État de Palestine IPSR 200709



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAG	assistance alimentaire générale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PIB	produit intérieur brut
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient